

MOTION PsyEN FO 76

Nous, **Psychologues de l'Éducation Nationale (EDA) de Seine-Maritime réunis** aujourd'hui, **lundi 14 octobre 2024 en stage syndical FO**, dénonçons la politique gouvernementale de destruction méthodique de l'École publique qui bouleverse l'exercice de nos missions et dégrade encore davantage nos conditions de travail.

• **Nous dénonçons et refusons la volonté gouvernementale de mise au pas autoritaire de la profession.** En effet, sous couvert d'ériger la santé mentale en grande cause nationale 2025, transparaît la volonté de remettre en question le statut et l'autonomie des psychologues, d'imposer des orientations théoriques du champ des troubles neuro-développementaux, à l'exclusion de toute autre, et des bonnes pratiques soi-disant validées scientifiquement, nommément les « réhabilitation psychosociale et remédiation cognitive ».

• **Nous dénonçons et refusons notre mise sous tutelle de référents en tout genre :** référent PHARe, référent en Santé mentale, référent handicap, coordonnateur PAS, Conseiller Technique PsyEN, Ordre des psychologues. Autant d'échelons bureaucratiques qui ne visent qu'à nous instrumentaliser et nous éloigner de nos publics en décidant à notre place quels enfants nous devons rencontrer ou non, et sous quelle modalité d'action.

• **Nous dénonçons et refusons la politique d'inclusion systématique et forcée** du gouvernement. Celui-ci s'entête dans sa volonté de mettre en place les Pôles d'appui à la scolarité (PAS), mesure phare de l'Acte 2 de l'école inclusive, pourtant invalidée par le Conseil constitutionnel. Les PAS se voient ainsi attribuer les prérogatives d'imposer aux équipes les aménagements pédagogiques et éducatifs à mettre en œuvre, de mise à disposition de matériel pédagogique adapté aux besoins des élèves et de définir des prises en charge spécifiques par des professionnels de l'éducation nationale et/ou du secteur médico-social (éducateur spécialisé, AED, professeur spécialisé du Rased ou pas, AESH, personnel des services sociaux et de santé, etc.) ou encore des professionnels exerçant en libéral (orthophoniste, psychomotricien, ergothérapeute, infirmier, éducateurs, etc.).

L'ensemble de ces mesures reflète l'idéologie néolibérale à l'œuvre, avec ses objectifs d'externalisation et de rentabilité du soin, de démantèlement des services publics, et *in fine*, d'abandon des citoyens les plus précaires et en situation de souffrance psychique et/ou de handicap.

Face à ces multiples attaques et ces perspectives délétères, nous exigeons :

- **L'abrogation de la réforme des retraites ;**
- **L'augmentation du point d'indice de 10% tout de suite ;**
- **La défense de l'enseignement spécialisé et adapté ;**
- **Le maintien et la création des places dans les établissements sociaux et médico-sociaux ;**
- **Le retrait du décret visant à généraliser l'externalisation des ESMS ;**
- **Le recrutement d'enseignants spécialisés et d'AESH ;**
- **Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH ;**
- **Le retrait de l'acte 2 de l'École inclusive, l'abandon des PAS et des PIAL ;**
- **La reconnaissance, sécurisation et revalorisation de tous les professionnels en lien avec la scolarisation des élèves en situation de handicap.**

De plus, nous invitons les personnels à se saisir massivement de la pétition FO pour la défense de l'enseignement spécialisé et à se réunir pour échanger sur les moyens à mettre en œuvre pour faire aboutir nos revendications.